



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 18 au 25 mai 2023

Résumé :

- **La production industrielle reste stable au T1 et devrait maintenir cette tendance sur l'année.**

Le bon résultat du secteur industriel en mars (+1,1%) ne fait que compenser les baisses des deux premiers mois de l'année. Une faible croissance du secteur reste attendue pour l'année 2023. L'industrie souffre de la baisse de la demande domestique, provoquée en grande partie par le niveau élevé des taux d'intérêts.

- **Petrobras annonce une nouvelle stratégie de tarification pour réduire la volatilité des prix des carburants.**

La compagnie pétrolière publique met fin à sa politique des prix de parité à l'importation (PPI) qui suivait les fluctuations internationales. La nouvelle tarification donne un poids plus important aux facteurs domestiques, cherchant à établir un plus grand équilibre entre les marchés nationaux et internationaux. Ce nouveau mode de calcul doit permettre une plus grande stabilité des prix au Brésil, défendue par le gouvernement. A la suite de cette modification, Petrobras a annoncé une nette réduction de ses prix, entraînant une révision à la baisse des anticipations d'inflation pour 2023, désormais fixées à 5,8% (contre 6% auparavant).

- **Le coût Brésil, un frein à la compétitivité.**

Le coût Brésil s'élèverait à 19,5% du PIB selon une étude publiée par le MBC. A l'occasion du Forum sur la compétitivité, le vice-président et ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC) Geraldo Alckmin a fait part de la volonté de l'exécutif de réduire le coût Brésil. Ce dernier, communément défini comme un ensemble de facteurs socio-économiques propres au Brésil qui provoquent des distorsions et inefficacités structurelles dans les systèmes productifs brésiliens, englobe de nombreux obstacles pesant sur l'activité économique des entreprises. Plus de la moitié du coût Brésil proviendrait des coûts liés à l'emploi, à la fiscalité et aux infrastructures.

- **Évolution des marchés du 18 au 25 mai 2023.**
- **Graphique de la semaine : détails de l'estimation du coût Brésil.**

LE CHIFFRE À RETENIR

1700 MDS BRL
(300 MDS EUR)

C'est l'estimation de l'impact négatif annuel sur le PIB du « coût Brésil », selon une étude Mouvement Brésil Compétitif (MBC). Cela correspond à 19,5% du PIB.

La production industrielle reste stable au T1 et devrait maintenir cette tendance sur l'année.

La production industrielle a surpris positivement en mars, progressant de 1,1% sur le mois. Cela participe aux performances de l'activité économique brésilienne meilleures qu'initialement annoncé au T1 2023, ce qui devrait être confirmé par la diffusion des chiffres du PIB du T1 la semaine prochaine. Ce résultat compense les baisses des deux premiers mois de l'année. **L'industrie reste ainsi stable au premier trimestre 2023** par rapport au quatrième trimestre 2022.

Cette progression en mars s'explique par la croissance de la production des biens d'équipement (+6,3%) et de l'industrie extractive (+3,3%). Sur le mois, le secteur a aussi progressé sur le segment des biens durables (+2,5%) et intermédiaires (+0,9%). Seule la production de biens semi-durables et non durables a reculé (-0,5%). 16 des 25 activités analysées ont progressé, en particulier la production de produits pétroliers (+1,7%), de machines et équipements (+5,1%) et de matériel informatique (+6,7%). Le recul de 4,7% des articles d'habillement a été la principale contribution négative.

* * *

Malgré cette bonne surprise, une très faible croissance du secteur est attendue pour l'année 2023. La Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) l'estime ainsi à +0,1% (après +1,3% en 2022), la baisse d'activité de l'industrie manufacturière (-1,3%) devant être compensée par le maintien d'une bonne dynamique de la construction et par des variations positives de l'industrie extractive (sous l'impulsion de la reprise de l'économie chinoise) et des services industriels.

L'industrie souffre de la baisse de la demande domestique, provoquée par le niveau élevé des taux d'intérêt, qui restreint le crédit et affecte les décisions d'investissement (impactant négativement les biens d'équipement) et de consommation (notamment dans les secteurs liés aux biens durables, souvent achetés à crédit au Brésil). En outre, le taux d'endettement élevé des ménages affecte également la demande des consommateurs.

Le problème d'approvisionnement en intrants et des matières premières apparaît comme un

obstacle moins prégnant que les années passées. Il a été progressivement surmonté au cours de l'année 2022. Les entreprises du secteur continuent toutefois début 2023 d'être partiellement affectées par ce problème.

Petrobras annonce une nouvelle stratégie de tarification pour réduire la volatilité des prix des carburants.

La compagnie pétrolière publique a annoncé le 16 mai le changement de sa politique de prix des carburants au niveau national. Celle-ci était critiquée à cause du transfert aux prix intérieurs de la volatilité cyclique des prix internationaux et du taux de change. En outre, le niveau record atteint en 2022 des profits de l'entreprise (37 Mds USD) et des dividendes versés (43 Mds USD) était également critiqués.

Petrobras met ainsi fin à sa politique des prix de parité à l'importation (PPI), en vigueur depuis 2016 et qui suivait les fluctuations internationales. Suivant un mécanisme automatique, les prix des produits dérivés du pétrole (principalement l'essence et le diesel) étaient réajustés selon les variations des cours mondiaux, dont la volatilité a été forte en 2022 à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine. Les facteurs pris en compte dans l'ancienne politique de prix étaient : (i) les variations du marché du pétrole (cotation du baril), (ii) les variations du taux de change (cours du réal face au dollar), et (iii) les coûts logistiques (affrètement de navires, frais portuaires, utilisation de pipelines internes pour le transport).

La nouvelle tarification désormais en vigueur donne un poids plus important aux facteurs domestiques, cherchant à établir un plus grand équilibre entre les marchés nationaux et internationaux. Selon le [communiqué](#) de Petrobras, la nouvelle stratégie commerciale prendra deux facteurs de références pour définir les prix : (i) le « coût alternatif pour le client », c'est-à-dire ses principales alternatives d'approvisionnement, qu'il s'agisse de fournisseurs de produits identiques ou de substitution et (ii) la « valeur marginale pour Petrobras », basée sur le coût d'opportunité en fonction de ses différentes alternatives pour la production, l'importation et l'exportation.

Ce nouveau mode de calcul doit permettre une plus grande stabilité des prix sur le marché

national, défendue par le gouvernement. Ce changement est en effet en phase avec la volonté du Président Lula de réduire l'impact des oscillations pétrolières internationales sur les prix à la pompe. Selon le PDG de Petrobras Jean-Paul Prates, les réajustements continueront d'être effectués sans périodicité définie, mais en évitant un « marathon » de réajustements, citant l'année 2017 où 118 révisions de prix avaient été faites. Malgré ce changement, qui donne à la compagnie une plus grande flexibilité dans la fixation de ses prix dans la mesure où le poids de chaque facteur n'a pas été dévoilé, Petrobras affirme qu'il maintiendra sa compétitivité face à ses concurrents.

* * *

A la suite de cette modification, Petrobras a annoncé une nette réduction de ses prix. Le prix de l'essence en sortie de raffinerie a été réduit de 12,6% (soit -0,40 BRL/L) pour atteindre 2,78 BRL par litre, tandis que le prix du diesel a été réduit de 12,8% pour atteindre 3,02 BRL par litre, et le prix du gaz de cuisine (GPL) a baissé de 21,3% (soit -8,97 BRL par bouteille de 13 kg).

Ce changement a provoqué une baisse des anticipations d'inflation pour 2023. Les opérateurs de marché tablent désormais sur une inflation annuelle de 5,8% (contre 6,0% la semaine précédente). En effet, cette baisse des prix des carburants devrait compenser presque entièrement le rétablissement des taxes sur l'essence dans les prochaines semaines¹, qui était un des principaux facteurs haussiers.

Le coût Brésil, un frein à la compétitivité.

A l'occasion du Forum sur la compétitivité qu'il organisait le 17 mai, le Mouvement Brésil Compétitif (MBC) a estimé la charge annuelle du coût Brésil à 1700 Mds BRL (300 Mds EUR), soit 19,5% du PIB. Ces coûts représentent les dépenses supplémentaires que les entreprises brésiliennes doivent payer pour produire dans le pays (durant tout

¹ En juin prochain, la taxe ICMS prélevée par les états fédérés (qui avait été réduite en juillet 2022) augmentera. La banque privée Itaú estime l'impact à +0,22 BRL/L soit une contribution de +0,22 p.p à l'indice d'inflation. En juillet, les taxes fédérales PIS/Cofins (qui avaient été supprimées en mars 2022 puis rétablies partiellement en mars 2023 par une hausse de +0,47 BRL/L) seront entièrement rétablies.

le cycle de vie d'une entreprise) par rapport au coût moyen dans les pays de l'OCDE.

Dans le détail par composante, plus de la moitié du coût Brésil provient des coûts liés à l'emploi, à la fiscalité et aux infrastructures (cf. graphique de la semaine). L'estimation du MBC, réalisée en partenariat avec la Fondation Getulio Vargas (FGV), est une actualisation de l'étude produite en 2019 à la demande du Ministère de l'Economie, qui estimait à l'époque le coût Brésil à 1 500 Mds BRL (soit 22% du PIB).

Présent à l'événement, le vice-président et ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC) Geraldo Alckmin a fait part de la volonté de l'exécutif de réduire le coût Brésil. En plus d'avancer sur la réforme fiscale qui pourrait être votée dans les prochains mois, le gouvernement élabore un « *Plan de réduction du coût Brésil 2023-2026* », qui devrait être révélé en août. Il sera en partie alimentée par les contributions reçues dans le cadre de la consultation publique² sur le sujet, ouverte depuis début avril.

* * *

Le « coût Brésil », communément défini comme un ensemble de facteurs socio-économiques propres au Brésil qui provoquent des distorsions et inefficacités structurelles dans les systèmes productifs brésiliens, englobe de nombreux obstacles pesant sur l'activité économique des entreprises :

- (i) **La fiscalité.** Du fait de la complexité du système fiscal brésilien, le classement *Doing Business 2020* réalisé par la Banque Mondiale a estimé qu'il fallait en moyenne 1 501 heures/an aux entreprises brésiliennes pour payer leurs impôts, contre seulement 159 heures dans l'OCDE.

- (ii) **Le droit du travail.** Selon le *Global Competitiveness Report 2019* du Forum économique mondial, le Brésil se place 137^{ème}/141 en termes de niveau d'imposition du travail.

Itaú estime l'impact à +0,34 BRL/L, soit une contribution de +0,34 p.p sur l'indice d'inflation.

² Les contributions des entreprises et de la société civile peuvent être envoyées jusqu'au 15 juin sur la plateforme [Participa + Brasil](#).

- (iii) **La bureaucratie, intimement liée aux deux premiers facteurs.** Selon les secteurs, de nombreuses licences sont nécessaires, et ce à trois niveaux (fédéral, États fédérés et municipalités). **Cette bureaucratie est toutefois à relativiser car l'administration brésilienne est reconnue par ailleurs comme efficace dans d'autres domaines,** par exemple la possibilité de créer une entreprise en une journée sur internet, ou les faibles contraintes pesant sur les mouvements de capital étranger.

- (iv) **L'environnement juridique et réglementaire.** Les entreprises sont exposées à une incertitude juridique, illustrée par les changements à titre rétroactifs de l'assiette de taxation d'un impôt. Cela participe au nombre important de litiges avec l'administration brésilienne. Selon une étude de l'Insper commandée par le Conseil National de Justice, **les contentieux fiscaux représenteraient au Brésil près de 75% du PIB (contre 0,3% pour l'OCDE).**

- (v) **Le niveau de compétences de la main d'œuvre.** Selon la Banque mondiale, l'indice du capital humain du Brésil était ainsi noté 0,54 en 2021, contre 0,74 pour la moyenne OCDE (indice entre 0 et 1).

- (vi) **Le déficit en infrastructures.** La construction d'un réseau d'infrastructures de qualité reste un défi, notamment dans certains États fédéraux peu pourvus en la matière. Les chaînes de production sont particulièrement pénalisées par la quasi-

absence de réseaux ferroviaires et par la faible qualité du réseau routier.

- (vii) **Le difficile accès au crédit bancaire au Brésil, notamment pour les PME.** Le coût du capital, particulièrement élevé, est un problème majeur. Cela s'explique par un taux d'intérêt directeur historiquement élevé (illustré début 2023 par un taux d'intérêt réel à 8%, le plus élevé au monde), et par des marges d'intermédiation bancaires également parmi les plus hautes dans les comparaisons internationales. **Au final, ces facteurs pénalisent l'investissement.**

- (viii) Moins fréquemment mentionnés, d'autres éléments, tels que **la volatilité du taux de change, l'insécurité ou encore la corruption** pèsent également sur les entreprises installées au Brésil.

Ces coûts pèsent sur la compétitivité brésilienne et le développement économique du pays. Le classement mondial *Doing Business 2020* (124^{ème}/190) illustre le poids que le coût Brésil fait peser sur la compétitivité des entreprises, qui répercutent ensuite ces coûts sur le prix des produits. **Le pays reste toutefois une destination importante d'IDE au niveau mondial,** au S1/2022 le pays était le 3^{ème} récepteur juste derrière les US et la Chine. Plusieurs facteurs y contribuent, **comme le fort degré de fermeture de l'économie,** protégeant les entreprises contre les concurrents internationaux, mais aussi **la taille du marché.**

Evolution des marchés du 18 au 25 mai 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,9%	+0,6%	110 340
Risque-pays (EMBI+ Br)	-8pt	-12pt	244
Taux de change R\$/USD	-0,2%	-5,9%	4,97
Taux de change R\$/€	+0,2%	-4,6%	5,37

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : détails de l'estimation du coût Brésil.

Ces coûts, estimés par le MBC, représentent la charge annuelle supplémentaire que les entreprises brésiliennes doivent payer pour produire dans le pays, par rapport au coût moyen dans les pays de l'OCDE. Par exemple sur le sujet de l'emploi salarié, les entreprises brésiliennes dépenseraient 355 Mds BRL (3,8% du PIB) de moins si le Brésil était au même niveau (en termes de charges salariales, de contentieux prudhommaux, de compétences de la main d'œuvre, etc.) que la moyenne OCDE.

Composantes	Sous-composantes	Coût en Mds BRL	Coût en %age du PIB	(% total)
Emploi salarié	Compétences de la main-d'œuvre	335	3,8%	19,4%
	Charges salariales			
	Judiciarisation et risque du travail			
Paiement des impôts et taxes	Complexité fiscale	290	3,3%	16,8%
	Charge fiscale du secteur privé			
	Tarifs à l'exportation			
Disponibilité des infrastructures	Infrastructure de télécommunications	270	3,0%	15,6%
	Coût logistique			
	Infrastructure de mobilité urbaine			
Financement d'une entreprise	Coût du capital	240	2,7%	13,9%
	Risque pays			
Environnement juridique et réglementaire	Efficacité et agilité juridiques	190	2,1%	11,0%
	Efficacité de la réglementation			
Intégration aux chaînes de production mondiales	Tarifs à l'importation	130	1,5%	7,5%
Concurrence	Interférence excessive de l'Etat	100	1,1%	5,8%
	Limitations à l'entrée des IDE			
Innovation	Capacité d'innovation	80	0,9%	4,6%
Accès aux services publics	Efficacité des services publics	55	0,6%	3,2%
	Numérisation des services publics			
Ouverture d'une entreprise	Coût de la création d'une entreprise	17	0,2%	1,0%
	Délai de création d'une entreprise			
Cession/fermeture d'une entreprise	Coût de la cession/fermeture d'une entreprise	15	0,2%	0,9%
Accès aux intrants de base	Coût de l'énergie électrique	9	0,1%	0,5%
	Coût du gaz naturel			
Total		1731	19,5%	100%

Source : MBC, FGV, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international